

MONDE

Publié le 12/10/2009 à 07:26 [Le Point.fr](#)

APPEL DE COTONOU

INTERVIEW - Chirac : "Le trafic des faux médicaments est un véritable scandale"

AFP

Jacques Chirac lance lundi un appel à la communauté internationale pour lutter contre le trafic de faux médicaments. L'ancien président de la République propose la tenue d'une conférence internationale sur ce sujet, qui constitue "une urgence de santé publique".

Vous allez à Cotonou sensibiliser la communauté internationale au trafic de faux médicaments. Comment faire pour que les pays aillent au-delà des déclarations de principe ?

Jacques Chirac : Le trafic des faux médicaments est un véritable scandale. Imaginez qu'en Afrique, ce sont 30 % des médicaments qui sont faux ou sous-dosés. Quand on sait que 70 % des médicaments antipaludiques sont des faux, on ne peut pas rester les bras croisés ! Aujourd'hui, je pense que la mobilisation des ONG et des fondations peut être déterminante. Je suis heureux que ma fondation ait reçu sur cette initiative le soutien des fondations Clinton et Gates. Il y a, vous le savez, une évolution positive au sein des Nations unies et de l'Organisation mondiale de la santé. La lutte contre les faux médicaments se fait à trois niveaux : le contrôle de la qualité des médicaments, avec des laboratoires efficaces et rapides comme celui dont la fondation Pierre Fabre et la fondation Chirac ont financé l'extension à Cotonou ; la coopération douanière et policière contre le trafic international ; les sanctions contre les producteurs, les trafiquants et les distributeurs. Plus qu'un enjeu, c'est une urgence de santé publique.

Quels moyens faudrait-il que la communauté internationale déploie pour lutter contre ce trafic ?

Nous avons besoin d'une base juridique pour agir. C'est pourquoi, avec l'Appel de Cotonou, je propose la tenue d'une conférence internationale sur le sujet dès l'an prochain. Il s'agit d'aboutir rapidement à une convention d'interdiction qui devra être signée et ratifiée par le plus grand nombre d'Etats. Il faudra ensuite que des ONG de patients, de médecins, de pharmaciens exercent, dans chaque pays, et en réseau, une pression pour que la convention soit appliquée. Il faudra

également maintenir un dialogue incitatif avec les dirigeants politiques, au plus haut niveau. Nous n'arriverons pas à stopper le trafic international des faux médicaments sans une coordination douanière et policière renforcée. J'ai bon espoir : nous pouvons compter sur une nouvelle génération de responsables qui prend la mesure du phénomène.

Comment faire pour que les pays les plus fragiles puissent accéder à des produits de qualité ?

Nous devons d'abord les aider dans la formation de leurs personnels de santé, des personnels souvent désarmés face aux faux médicaments. Il faut ensuite renforcer les moyens de contrôle et sécuriser l'approvisionnement des officines et des hôpitaux. Enfin, nous devons poursuivre et amplifier l'accès aux médicaments et aux médecins qui les prescrivent. Les financements innovants du développement, comme la taxe sur les billets d'avion, doivent, en priorité, servir à abaisser ces coûts d'accès à la santé dans les pays pauvres.